

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/24
3 avril 2000

(00-1329)

Comité de l'évaluation en douane

JAMAÏQUE - ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Décision

La Décision ci-après concernant la réserve de la Jamaïque au titre du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane a été adoptée par le Comité le 16 mars 2000.¹

PRENANT NOTE de la demande présentée par le gouvernement jamaïcain au titre du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane"), fait à Marrakech le 15 avril 1994, en vue d'obtenir une prorogation du délai pour l'application des dispositions de cet accord,

RECONNAISSANT que, le 9 mars 1995, la Jamaïque est devenue partie contractante à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et s'est prévalu du paragraphe 1 de l'article 20 de cet accord pour différer l'application de ses dispositions pour une période de cinq ans à compter du 9 mars 1995, date d'entrée en vigueur de l'Accord, et qu'il était donc prévu qu'elle applique les dispositions de cet accord d'ici au 9 mars 2000,

NOTANT que la Jamaïque a notifié à l'OMC le 28 avril 1995 son intention de différer l'application du paragraphe 2 b) iii) de l'article premier et l'article 6 pour une période n'excédant pas trois ans après qu'elle aura mis en application toutes les autres dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, comme il est prévu à l'article 20:2 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT que la Jamaïque a notifié à l'OMC le 28 avril 1995 sa réserve au titre des paragraphes 3 et 4 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

CONSIDÉRANT que la Jamaïque a accompli des efforts importants pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

CONSIDÉRANT aussi que la Jamaïque a reçu une assistance technique pour la mise en œuvre et l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et continue d'exprimer son intérêt pour une telle assistance technique,

¹ Voir le document G/VAL/M/13.

NOTANT la détermination dont la Jamaïque fait preuve de longue date et les efforts considérables qu'elle accomplit pour réformer et moderniser son administration douanière,

NOTANT aussi l'objectif de la Jamaïque consistant à assurer la mise en œuvre et l'administration effectives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT que les autorités de la Jamaïque ont établi un programme de travail détaillé², auquel participent les ministères et organismes compétents, pour permettre d'élaborer et d'adopter une législation et de mener à bien les procédures administratives et juridiques internes, y compris en ce qui concerne la formation, la diffusion de renseignements et d'autres mesures, afin de mettre en œuvre et d'appliquer l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT que la Jamaïque limitera aux produits énumérés à l'annexe II l'application des valeurs minimales aux fins de l'évaluation en douane durant la prorogation demandée du délai pour l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT en outre que ces valeurs minimales seront utilisées pour traiter les cas de facturation frauduleuse en ce qui concerne les produits agricoles et d'absence de factures ou autres problèmes de sous-évaluation en ce qui concerne les articles usagés énumérés à l'annexe II, en attendant que la Jamaïque maîtrise les techniques de gestion des risques et de vérification,

NOTANT que le gouvernement jamaïcain mettra en œuvre et appliquera d'ici au 30 septembre 2000 le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données³,

NOTANT que le gouvernement jamaïcain n'utilise pas et n'a pas l'intention d'utiliser les services d'inspection avant expédition aux fins de l'évaluation en douane,

RECONNAISSANT que la Jamaïque a indiqué que ce serait la seule dérogation qu'elle demanderait en vue de différer la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

DÉCIDENT, au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus, ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, la Jamaïque pourra différer encore l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, sans dépasser la date du 9 mars 2001.
2. Le gouvernement jamaïcain rendra compte au Comité de l'évaluation en douane d'ici au 31 octobre 2000 des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail figurant à l'annexe I, et de la situation concernant la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane conformément aux conditions et modalités énoncées dans la présente décision.
3. Le gouvernement jamaïcain notifiera, pour le 1^{er} mai 2000, au Comité de l'évaluation en douane la base, les critères et autres renseignements pertinents pour déterminer les valeurs

² Annexe I – Programme de travail.

³ G/VAL/5.

minimales des produits énumérés à l'annexe II. Ces valeurs minimales seront communiquées sur demande aux autres membres du Comité de l'évaluation en douane.

4. Le gouvernement jamaïcain notifiera au Comité de l'évaluation en douane tous amendements ou modifications concernant la base, les critères et autres renseignements pertinents 60 jours avant de mettre en œuvre ces modifications et ne les appliquera pas aux importations entrant sur son territoire douanier avant la fin du délai de notification de 60 jours.
5. La présente Décision est sans préjudice des droits et obligations de la Jamaïque au titre des Accords de l'OMC, notamment de ceux qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

ANNEXE I

Activités	2000										2001			A. OBSERVATIONS
	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	
Adoption de la législation	←						→							5ème projet de loi prévu pour le 25 février
Préparation des procédures administratives ⁴	←							→						L'achèvement de cette activité est subordonnée à l'adoption de la législation.
II. FORMATION														
Formation des formateurs	↔			↔	↔	↔								Formation en septembre pour tenir compte de la législation définitive
Formation des autres membres du personnel				←	←	←	←	→						
Formation des vérificateurs				←	←	←	→							
Formation des courtiers en douane														
Fourniture de l'infrastructure (locaux, ameublement, ordinateurs)							←	←	←	←	→			
Création de la Division de l'évaluation								←	→					
Élaboration de la structure														Projet achevé
Établissement des descriptions de postes	←	→												En cours

⁴Il s'agit de procédures permettant d'informer tant les douanes que le public sur le fonctionnement du nouveau système. Ces procédures fourniront: un guide pas à pas du nouveau système; une identification des articles de la nouvelle législation, de la réglementation ainsi que des notes interprétatives et explicatives à prendre en compte dans diverses circonstances; des indications à l'intention des agents en ce qui concerne les domaines à traiter rapidement; des exemples des pièces justificatives requises; la définition des domaines de responsabilité; et toutes les autres instructions nécessaires pour la mise en œuvre.

Activités	2000										2001			A. OBSERVATIONS
	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	
Approbation de la structure et du classement du personnel				←			→							
Recrutements/Désignations							←				→			
Création d'une base de données informatique														
Identification des financements	←		→											
Choix du progiciel		←	→											
Établissement de la liste des catégories à risque élevé	←		→											
Mise à jour de la liste des parties liées		←		→										
Conception des liens informatiques		←			→									
Installation du progiciel								←		→				
Création de la base de données intérimaire														
Examen des données internes	←		→											
Définition des sources de données				←		→								
Préparation du système de cartes						←		→						
Campagne de publicité									←				→	
Mise en œuvre – 9 mars 2001														

ANNEXE II

VALEURS MINIMALES

<u>Désignation des produits</u>	<u>Position du SH</u>
Quartiers de cuisses et pilons de poulets	0207
Légumes frais	0701 à 0714
Fruits frais	0801 à 0810
Véhicules automobiles usagés	ex 8701 à ex 8705
Châssis et carrosseries usagés	ex 8706 et ex 8707
Motocycles usagés	ex 8711
Matériel usagé	ex 8426, ex 8427, ex 8429 et ex 8430
